

"A Gauche toute !", vraiment ?

D'après ses dirigeant-e-s, la coalition "A Gauche toute!", qui regroupe notamment le Parti ouvrier et populaire (POP)/Parti du travail (PdT) et solidaritéS, serait l'expression de la "gauche antilibérale". C'est une escroquerie.

Ces forces ont largement évacué une préoccupation essentielle: la constitution et le développement de liens organiques avec les salarié-e-s, la participation directe à leur organisation, la stimulation de leur auto-activité collective. D'où le fait que les dirigeant-e-s d'"A Gauche toute!" n'ont joué aucun rôle dans les quelques mobilisations sociales qu'a connues récemment la Suisse: les luttes dans le secteur du bâtiment, les mobilisations dans la fonction publique, les mouvements de grève (Filtrona, Boillat, etc.), etc. Les institutions politiques – des parlements aux gouvernements, en passant par les instruments de la démocratie semi-directe – sont devenues leur univers unique. Pour le dire avec une formule, ils/elles ont remplacé la lutte des classes par la lutte des places institutionnelles.

Deuxièmement, les dirigeant-e-s d'"A Gauche toute!" font l'impasse sur le fait que la gauche... n'est plus la gauche. Ils/elles continuent ainsi à véhiculer l'idée, par des alliances gouvernementales et/ou parlementaires avec le PS, que ce dernier, dont ils/elles se considèrent "l'aiguillon", est une véritable alternative à la droite. Ils/elles en arrivent même à prétendre que Christian Levrat, le nouveau président du PS, "est de cette gauche réelle, capable de prendre rendez-vous avec l'Histoire" ¹, alors qu'il s'est illustré, tout au long de sa présidence du Syndicat de la Communication, par l'acceptation de l'ensemble des restructurations entreprises à La Poste et par sa détermination... à étouffer toute dynamique de grève parmi les postiers/-ères. Loin de stimuler des pratiques antilibérales, la logique des dirigeant-e-s d'"A Gauche toute!" n'a qu'un effet: donner du crédit à la prétendue identité de "gauche" dont s'affuble la politique des sociaux-libéraux; une logique qui alimente la confusion et la dépolitisation et qui est source, au vu du rôle réel joué par le PS, de désillusions sans fin, des phénomènes propices au renforcement des populismes, de l'UDC en particulier ².

Enfin, les dirigeant-e-s d'"A Gauche toute!" participent, dans le cadre d'une alliance organique avec les autres forces dites de "gauche", à des gouvernements, au plan local, dont la fonction essentielle est d'assurer les meilleures conditions d'accumulation du Capital et, donc, de garantir la "paix sociale". Toutes ces expériences de participation à un exécutif se soldent par un alignement des dirigeant-e-s d'"A Gauche toute!", qu'ils/elles soient du POP/PdT ou de solidaritéS, sur les orientations social-libérales et par leur collaboration à la mise en œuvre de politiques antisociales. Les exemples sont légion.

Zisyadis: "Pour moi, l'important est de fêter un Vaudois"

Pour l'instant, le seul canton où un-e représentant-e de l'une des composantes d'"A Gauche toute!" a été élu-e dans un Conseil d'Etat est le canton Vaud. Il s'agit de Josef Zisyadis, qui y a siégé entre 1996 et 1998. Il a su "appliquer loyalement", comme le rappelle Didier Divorne, président du POP Vaud, ... les préceptes "antilibéraux": "Certains aiment à rappeler ses ruptures de collégialité, mais personne ne dit comment il a appliqué loyalement des décisions auxquelles il était profondément opposé: fermeture de postes décentralisés de gendarmerie, maintien de bas salaires dans le secteur pénitentiaire, etc." ³ Quelque dix ans plus tard, lors des élections cantonales de mars 2007, toujours à la recherche de son poste à la tête de la police, Josef Zisyadis s'était déjà coulé dans le moule... avant même son (hypothétique) entrée en fonction! Ainsi, pour lui, il n'était "pas question de retourner dans les chiffres rouges" ⁴. De même, à ses yeux, "le canton doit mieux se battre à Berne pour qu'il y ait des accords de réadmissions avec

¹ *Gauche*do (organe du POP/PdT), 11 janvier 2008.

² Une telle logique est d'autant plus inadaptée au moment où les dirigeant-e-s du PS et des Verts accréditent l'idée que les radicaux et le PDC, voire même une partie de l'UDC, sont une alternative à l'UDC blochérienne et qu'ils/elles se font les plus ardents défenseurs de la dite "concordance", à savoir d'un gouvernement d'unité nationale, ce qui renforce encore les phénomènes susmentionnés.

³ *24 heures*, 15 décembre 2006.

⁴ *L'Hebdo*, 15 février 2007.

les pays d'origine des requérants" ⁵. Après son échec aux cantonales, Josef Zisyadis est reparti pour un tour, aux fédérales d'octobre 2007. A l'instar de ses coreligionnaires de solidaritéS, il a alors crié sur tous les toits la ferme volonté d'"A Gauche toute!" de construire un groupe indépendant, "antilibéral", aux Chambres fédérales. Une fois élu, voilà qu'il intègre le groupe des Verts... L'"antilibéralisme" d'"A Gauche toute!" "s'avère ainsi, dans sa phase ultime, soluble dans la défense du compost et des énergies renouvelables" ⁶. Et dans les apéros! Josef Zisyadis n'a en effet pas manqué "la verrée richement agrémentée de petits-fours" ⁷ organisée pour fêter l'élection de l'UDC André Bugnon à la présidence du Conseil national. La raison de sa participation à cette agape est, une fois de plus, profondément "antilibérale": "Pour moi, l'important est de fêter un Vaudois", a-t-il déclaré ⁸. Dernier exploit en date: son appel à élire au Conseil fédéral l'UDC Eveline Widmer-Schlumpf, celle qui est "certainement la plus à droite" des conseillers/-ères fédéraux/-ales actuel-le-s, d'après Alain Berset, le conseiller aux Etats du PS ⁹!

Le Locle: des subventions... pour les propriétaires privés

Pour ce qui est des communes, celle du Locle est la seule dont l'exécutif est composé majoritairement par des représentant-e-s d'"A Gauche toute!". Le président popiste de la Ville, Denis de la Reussille, est fier de son bilan: "Le magazine *Bilan* nous a classés au 1^{er} rang pour l'accueil des entreprises" ¹⁰. Christophe Claret, fondateur de la société qui porte son nom, confirme: "J'ai de très bons contacts [avec l'exécutif]. Ils ont les pieds sur terre, sont très compétents et ouverts." ¹¹ Après avoir diminué les impôts, au profit, pour l'essentiel, des revenus les plus élevés ¹², l'exécutif s'est illustré tout dernièrement par une proposition au caractère profondément "antilibéral": subventionner les propriétaires privées pour la rénovation et la transformation d'appartements! Alors que les Verts et le POP se sont montrés favorables, c'est la droite qui a mis en garde l'exécutif: "Que pensera le contribuable qui s'est serré la ceinture toute l'année en voyant une subvention offerte à un propriétaire d'immeuble (...)" ¹³. Une mise en garde qui pourrait avoir déstabilisé le président popiste, lui qui affirmait récemment: "Je crains que la situation sociale ne se tende et que les conflits sociaux ne se multiplient (cf. les chantiers)." ¹⁴

De l'"antilibéralisme" de salon... aux libéralisations

Dans les autres communes où "A Gauche toute!" a des représentant-e-s à l'exécutif, ce n'est guère mieux. Qu'ils/elles soient du POP ou de solidaritéS, c'est du pareil au même.

Comme indiqué précédemment, la Ville de Genève mène sans relâche une politique "anti-fonctionnaires". solidaritéS s'identifie pleinement à cette politique. L'un de ses conseillers/-ères municipaux/-ales (législatif), Christian Zaugg, le reconnaît implicitement: "Nous avons demandé des efforts énormes aux fonctionnaires." ¹⁵ Lors de la dernière élection du Conseil administratif

⁵ *24 heures*, 20-21 janvier 2007. Le partenaire du POP, solidaritéS, ne s'est pas démarqué d'un millimètre de la campagne menée par Josef Zisyadis, qui était le candidat commun de ces deux forces labellisées "A Gauche toute!". Le seul élément de "polarisation", à l'interne, a été le fait de savoir si ledit candidat devait se présenter sur une liste commune avec les candidat-e-s du PS et des Verts dès le premier tour de l'élection (option POP) ou uniquement au deuxième tour (option solidaritéS)...

⁶ *Le Temps*, 29 novembre 2007.

⁷ *24 heures*, 4 décembre 2007.

⁸ *Idem*.

⁹ *Le Temps*, 15 décembre 2007.

¹⁰ *Le Temps*, 21 septembre 2006.

¹¹ *L'Impartial*, 18 janvier 2007.

¹² "'L'allègement représente des clopinettes pour les Loclois: moins d'une thune d'économie par mois pour un revenu imposable de 50 000 francs', ont prévenu les Verts, dressant la liste des investissements qui devraient être sacrifiés" (*L'Impartial*, 14 décembre 2007).

¹³ *L'Impartial*, 7 mars 2008.

¹⁴ *La fonction publique*, décembre 2007.

¹⁵ *Tribune de Genève*, 17-18 mars 2007.

(exécutif), le candidat de solidaritéS, Rémy Pagani, n'a pas été en reste: il s'est présenté comme le candidat de "la continuité" ¹⁶ par rapport à l'exécutif sortant, "appartenant à une majorité dans laquelle il se reconnaît pleinement" ¹⁷. Une fois élu, il a voté en faveur de la principale mesure antisociale décidée par le Conseil administratif, comme il l'a reconnu lui-même: "J'ai effectivement entériné la coupe de 10 millions de francs dans les rentes complémentaires municipales" ¹⁸ versées aux personnes âgées les plus démunies.

Il en va de même à Neuchâtel. Le représentant de solidaritéS au sein du Conseil communal (exécutif), Daniel Pedrizat, adhère pleinement à la politique antisociale de ce dernier. Fin 2006, la publication de la ville annonçait ainsi: "'Le Conseil communal ne veut pas réduire les mesures d'économies'. Pour Daniel Pedrizat, président du Conseil communal, comme pour le reste de l'exécutif, il n'est pas question de desserrer la ceinture d'un cran." ¹⁹ Pour rappel, une ponction salariale de 2% était alors en vigueur et 35 postes de travail (4%) avaient été supprimés. Depuis, l'exécutif a commencé à licencier: "La Ville a longtemps tenté de diminuer les effectifs sans licencier. Mais pour 2008, huit postes ont disparu. Dont certains à la suite de licenciements." ²⁰

A Lausanne, le représentant d'"A Gauche toute!" au sein de la Municipalité, le popiste Marc Vuilleumier, remplit, lui, une double fonction: matraquer les manifestant-e-s afin de garantir l'ordre (*voir éditorial en page 2*), d'une part; attirer des fédérations internationales sportives par des cadeaux fiscaux, d'autre part. Il le reconnaît sans ambages: "Mon job, aujourd'hui, c'est de faire venir des fédérations à Lausanne. (...) je suis très fier que la FIG [Fédération internationale de gymnastique] vienne s'installer à Lausanne" ²¹. Le moyen d'appâter cette dernière est aussi pleinement assumé par notre "antilibéral" de service: "La présence du CIO a joué bien sûr, sans oublier les conditions que nous offrons à cette fédération" ²².

Enfin, il faut rappeler que les autorités des trois villes du canton de Neuchâtel, toutes à majorité dites de "gauche", ont décidé de fusionner leurs services industriels et de créer une société anonyme pour gérer l'approvisionnement et la distribution d'électricité. Le même choix avait été fait, il y a quelques années, par la Municipalité de la Ville de Renens, elle aussi à majorité de "gauche", dont la représentante d'"A Gauche toute!" Marianne Huguenin. La "gauche antilibérale" libéralise...

¹⁶ *Tribune de Genève*, 28 avril 2007.

¹⁷ *Le Courrier*, 23 avril 2007.

¹⁸ *Le Courrier*, 13 octobre 2007.

¹⁹ *Vivre la ville*, 1^{er} novembre 2006.

²⁰ *L'Impartial*, 31 octobre 2007.

²¹ *24 heures*, 21 février 2008.

²² *Le Matin dimanche*, 27 janvier 2008.